

141

PROCÈS-VERBAL

D'INSTALLATION

DES COMMISSAIRES,

DES DÉPARTEMENTS

DES BOUCHES DU RHONE ET DE LA DROME,

*Chargés par la Loi du 28 Mars dernier, de l'Organisation
des Districts de VAUCLUSE & de LOUVEZE.*

NOUS FRANÇOIS REBECQUY, JOSEPH ROMUALD BERTIN, Administrateurs Commissaires nommés par le Département des Bouches-du-Rhône, & LAURENT FAURE, Administrateur de celui de la Drôme, & Commissaire nommé par ce Département, nous étant rendus en cette ville d'Avignon ensuite de la Loi du 28 Mars, pour travailler concurremment à l'Organisation des deux Districts de VAUCLUSE & de LOUVEZE, aujourd'hui 29 Avril, après nous être réunis dans la maison occupée par MM. les Commissaires - Civils, députés par le Roi, qui nous a été destinée par MM. les Officiers municipaux de cette Commune, nous nous serions communiqué nos commissions respectives, & nous aurions fait savoir aux dits Commissaires - civils notre arrivée. A l'instant, M. *Beauregard*, un des dits sieurs Commissaires-civils se seroit présenté à nous, & nous auroit annoncé que ses collègues étoient partis, & l'avoient chargé d'at-

A

Can

folio

FRC

10126

tendre que notre commission fût réunie, pour les joindre. Nous aurions alors requis M. Beauregard, de nous exhiber tous les papiers qui étoient à son pouvoir, relatifs à notre commission, & de nous en faire une remise légale; à quoi ledit sieur Beauregard auroit répondu: qu'il remettroit en notre pouvoir tous les papiers qui étoient dans le Bureau ou Secrétariat de leur commission, tels qu'ils se trouvent; nous aurions encore requis M. Beauregard, de procéder à la vérification de toutes les pièces, pour en faire un inventaire légal, lequel nous a répondu; que cette vérification & l'inventaire que nous demandions, ne lui paraissant point absolument nécessaire, il nous feroit la remise des papiers, tels & quels ils peuvent être, sans aucune vérification ni inventaire quelconque, ce qui a été ainsi exécuté, attendu le refus de M. Beauregard, qui s'est ensuite retiré; & comme M. Pinet, Administrateur du Département de la Drôme, l'un des deux Commissaires nommés par ce Département, ne s'est point rendu à Avignon, à l'époque fixée par la Loi, & qu'il étoit urgent & indispensable pour maintenir l'ordre, la sûreté publique & la tranquillité des personnes, d'employer sur le champ tous les pouvoirs qu'elle nous a confiés pour la faire exécuter; & que d'ailleurs, conformément à la Loi, notre devoir étant de nous rendre à Avignon, à l'époque fixe de la huitaine après notre nomination, pour commencer de suite les opérations relatives à l'exécution du Décret du 28 mars, sous peine d'être responsables de tous les événemens qui auroient pu arriver d'après cette époque, faute de nous être rendus dans cette Ville où la Loi nous obligeoit de nous rendre; c'est la cause que pour satisfaire aux devoirs qu'elle nous a imposés, nous avons de suite, en conséquence de nos pouvoirs, agi concurremment avec

(3)
M. Faure pour ramener la paix, la tranquillité, & exhorter les Citoyens à l'exécution de la Loi; & nous avons arrêté en outre, que nos pouvoirs seroient imprimés, ainsi que le présent Verbal, pour être envoyés aux Communes des deux Districts & aux Administrations de nos Départemens respectifs, afin que les dites Communes le fassent lire, publier & enregistrer, de tout quoi nous avons dressé le présent Verbal à double original, & transcrit sur un registre.

FAIT à Avignon, le Dimanche 29 Avril 1792, l'An 4^e. de la liberté. Et avons signé.

JOSEPH-ROMUALD BERTIN.

FRANÇOIS-TROPHIME REBECQUY.

L. FAURE.

Par MM. les Commissaires,

J. GODENER, *Secrétaire de la Commission.*

POUVOIRS
DES COMMISSAIRES DU DÉPARTEMENT
DES BOUCHES DU RHONE.

*EXTRAIT Des Procès-verbaux de l'Administration du
Département des Bouches du Rhône, des 17 & 18 Avril
1792, l'An 4^e. de la liberté.*

LES Membres chargés de l'Administration du Département, ensuite du Décret du 14 Mars dernier, sanctionné le 17; & par l'Arrêté du Conseil du Département du 24 dudit mois de Mars, procédant au Scrutin individuel, à

(4)

la pluralité absolue des suffrages , à l'Election de deux Membres Commissaires de ce Département , en exécution de la Loi du 28 Mars dernier , sur l'organisation des Districts de Vaucluse & de Louveze dans les ci-devant États d'Avignon & du Comtat Venaissin , ont nommé Commissaires du Département des Bouches - du - Rhône , MM. *Rebecquy* & *Millot* , à l'effet d'agir en ce qui les compétera en la dite qualité de Commissaires pour l'exécution de la dite Loi , avec les Commissaires qui auront été nommés au même effet par le Directoire du Département de la Drôme , & sur la démission de M. *Millot* , il a été procédé dans la séance du 18 à une nouvelle nomination , & M. *Bertin* ayant réuni la pluralité absolue des suffrages , a été nommé Commissaire du Département des Bouches - du - Rhône , pour agir en ce qui le compétera en cette dite qualité dans la susdite Loi , conjointement avec M. *Rebecquy* nommé hier pour le même objet , & les Commissaires qui auront été nommés par le Département de la Drôme.

Fait à Aix , au Département des Bouches - du - Rhône , dans les séances des 17 & 18 Avril 1792 ; l'an 4me. de la Liberté. Conforme à la minute.

Signé , D E S C E N E , Secrétaire Général

Certifié conforme à l'extrait resté ès mains de chacun desdits Commissaires.

Signé , J. G O D E N E R , Secrétaire de la Commission.

P O U V O I R S
DES COMMISSAIRES DU DÉPARTEMENT
DE LA DRÔME,

*EXTRAIT des registres des Délibérations du Directoire
du Département de la Drôme.*

DU 13 Avril 1792, présens MM. Pey, Vice-Président; Jacomin, Melleret, Rochas, Bayle, Bouvier, Duclos & Aymé, Procureur - Général - Syndic.

Le Décret rendu par l'Assemblée Nationale le 26 Mars dernier, relatif à l'organisation des Districts de Vaucluse & de Louveze, dans les ci-devant États d'Avignon & du Comtat Venaissin, & la lettre d'envoi du Ministre de l'Intérieur du 31 du même mois ayant été mis sur le Bureau.

Le Directoire du Département après avoir pris lecture, & avoir entendu le Procureur - Général - Syndic, a arrêté:

1°. Qu'en exécution de l'article XXI du Décret, le pouvoir Exécutif sera prié de donner les ordres nécessaires pour son exécution.

2°. Que le Ministre de l'Intérieur sera invité à faire parvenir le plus promptement que faire se pourra au Directoire du Département, le nombre d'exemplaires des Lois communes à l'Empire Français, décrétées par le Corps constituant, & par la présente Législature, nécessaires au District de Louveze, & de faire pourvoir au traitement des Commissaires qui vont être nommés pour l'exécution du susdit Décret.

3°. Enfin qu'il nomme & commet MM. Quincieux - de-

(6)

Moras & Fayard, de St. Vallier, Membres du Conseil d'Administration du Département, auxquels extrait du présent Arrêté, & copie du susdit Décret, sera sur le champ envoyé par M. le Procureur - Général - Syndic, avec invitation de se rendre à Avignon dans le délai prescrit par le susdit Décret, & ont les Administrateurs signé au Registre.

Collationné, MARTIN, Commis.

*EXTRAIT des Registres du Directoire du Département
de la Drôme.*

DU 17 Avril 1792, présens MM. Pey, Vice-Président; Jacomin, Melleret, Rochas, Bayle, Duclos & Aymé, Procureur - Général - Syndic.

M. le Procureur - Général - Syndic a dit : qu'en suite de l'Arrêté du Directoire du 13 de ce mois, il a écrit à MM. *Quincieux & Fayard*, pour les informer de leur nomination à la place de Commissaire pour l'organisation définitive du District de Louveze, qu'il a reçu leurs réponses sous les dates des 14 & 15 de ce mois, suivant lesquelles ils déclarent ne pouvoir accepter la dite commission, & donnent des motifs légitimes de leurs refus, requiert en conséquence qu'il leur soit subrogé deux nouveaux Commissaires.

Lecture faite des lettres en réponse de MM. *Quincieux & Fayard*.

Le Directoire en persistant au surplus de son Arrêté du 13 de ce mois, a subrogé à MM. *Quincieux & Fayard*, MM. *Pinet*, l'Avoué de Valence; & *Faure* de Grignan,

(7)
Administrateurs du Département , à l'effet de remplir les dispositions du Décret du 26 Mars dernier, relatif à l'organisation des Districts de Vaucluse & de Louveze, dans les délais prescrits par le susdit Décret, charge le Procureur-Général - Syndic de les informer de leur nomination.

Collationné BOUVIER, Secrétaire.

Certifié conforme, l'extrait ayant resté entre les mains de nous dit Commissaire, le 29 Avril 1792.

Signé, L. FAURE, Commissaire.

1957-1958, 1961-1962, 1963-1964, 1965-1966